

Avec son projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 13 janvier dernier, le gouvernement entend franchir un nouveau cap dans la politique d'austérité.

A l'image de toutes les politiques libérales qui envoient les peuples dans le mur de la régression sociale comme à Chypre, en Grèce ou en Espagne, c'est la réduction du coût du travail qui constitue son objectif. Cela passe par la destruction des garanties collectives des salariés et de nouvelles facilités données au patronat pour licencier.

**Tel est le cœur du projet de loi sur l'ANI ! De plus ce projet n'est pas isolé.**

Il accompagne un ensemble de mesures cohérentes qui visent à faire, encore et toujours, payer la crise du Capitalisme aux salariés et cela alors même que les plus riches continuent à remplir leurs coffres forts et qu'aucune des logiques ayant abouti à la crise n'a été remise en cause. Pire c'est l'austérité qui s'impose comme la seule référence de notre gouvernement !

C'est dans ce but que se profilent laMAP, fille de la RGPP et l'acte 3 de la décentralisation. Ces projets sont les supports de nouvelles attaques contre les instruments essentiels de la solidarité sociale que sont les services publics, et les possibilités de redistribution dans un cadre national.

Au nom du dogme de la réduction des coûts, l'emploi et les services publics continuent à être laminés, leurs personnels méprisés, leurs conditions de vie au travail dégradées et des menaces sur le statut général des fonctionnaires continuent à être brandies par les libéraux de tous poils au nom de la fin de prétendus privilèges et pour aligner tout le monde (presque) sur le plus bas niveau possible.

L'ANI n'est donc pas la seule affaire des salariés du privé. Comme toutes les mesures affaiblissant les socles des droits des salariés, elle est pleinement la nôtre !

Il faut intervenir auprès des parlementaires pour qu'ils ne se comportent pas en scribes du MEDEF, agir et lutter tous ensemble pour le retrait de ce projet de loi scélérat.

A la suite de l'appel à l'action du 50ème congrès confédéral de la CGT, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires ont décidé d'une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestations aujourd'hui 9 avril.

**C'est pour cette raison et bien que nous trouvions inadmissible d'être convoqués ce jour à l'établissement de la LA 2013 de C en B afin de pallier dans l'urgence à l'inconsistance de nos ministres, les élus et experts CGT ont décidés de siéger tout de même tout en se déclarant grévistes, trop conscients de l'enjeu fort que représente cette CAPN pour de nombreux collègues.**

Par ailleurs, n'oublions pas que face à toutes les remises en cause et attaques portées contre les emplois, le pouvoir d'achat, les conditions de vie au travail, l'exercice des missions et les droits et garanties des agents, dont les effets négatifs ont largement été accentués par la fusion, les organisations syndicales réclament un bilan contradictoire de celle-ci depuis plusieurs mois../..

la suite à télécharger :

**fichiers:**



[Télécharger projet\\_dl\\_la\\_c\\_en\\_b\\_2013\\_mise\\_en\\_page\\_1.pdf](#) (100.81 Ko)



[Télécharger cr\\_la\\_b\\_annee\\_2013.pdf](#) (90.72 Ko)

**Public:** [CAP B](#)

[Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---